

<b>Zeitschrift:</b>	Histoire des Alpes = Storia delle Alpi = Geschichte der Alpen
<b>Herausgeber:</b>	Association Internationale pour l'Histoire des Alpes
<b>Band:</b>	18 (2013)
<b>Artikel:</b>	Divergences confessionnelles et convergences professionnelles : les négociants protestants du Dauphiné, de l'Ancien Régime à la Restauration
<b>Autor:</b>	Deschanel, Boris
<b>DOI:</b>	<a href="https://doi.org/10.5169/seals-583373">https://doi.org/10.5169/seals-583373</a>

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 22.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Divergences confessionnelles et convergences professionnelles

**Les négociants protestants du Dauphiné, de l'Ancien Régime à la Restauration**

**Boris Deschanel**

---

## Zusammenfassung

**Religiöse Divergenzen, professionelle Konvergenzen. Protestantische Händler der Dauphiné vom Ancien Régime bis zur Restauration**

*Die Beziehungen zwischen Protestantismus und Kapitalismus haben nach Erscheinen der Untersuchung von Max Weber zu Kontroversen geführt. Ohne darauf zurück zu kommen, soll versucht werden, das geistige Konzept des Kapitalismus anhand der protestantischen Kaufleute der Dauphiné zu beleuchten. Die Beziehungen der Kaufleute zum Kapitalismus schienen dabei nicht zu korrespondieren mit ideologischen Prädispositionen. Vielmehr war es die Aussicht auf einen Aufstieg, die zur Mobilisierung führte und schliesslich zum Entstehen des kapitalistischen Geistes. Religiöse Unterschiede standen am Anfang einer gemeinsamen Wirtschaftsform mit gemeinsamen Zielen.*

---

La question de l'implication des protestants dans les activités marchandes, à la fin de l'âge préindustriel, a été durablement influencée par les interprétations weberiennes<sup>1</sup> et les discussions qui s'ensuivirent. Comme le soulignait Hinnerk Bruhns, le problème soulevé par l'*Éthique protestante et l'‘esprit’ du capitalisme* a constitué, en France, «le majeur terrain de rencontre des historiens avec l’œuvre (historique) de Max Weber».<sup>2</sup> Dans l'historiographie francophone, la thèse de Weber a fait l'objet de nombreuses critiques. Celles-ci visaient en particulier la proposition suivant laquelle «le capitalisme, au sens moderne du mot, aurait été ni plus ni moins une création du protestantisme»: selon Fernand Braudel, «tous les historiens sont opposés à cette thèse subtile, bien qu'ils n'arrivent pas

à s'en débarrasser une fois pour toutes; elle ne cesse de ressurgir devant eux. Et pourtant, elle est manifestement fausse».<sup>3</sup> La relation causale entre la Réforme et le capitalisme moderne se trouve donc au cœur de la controverse.

Or, Weber ne soutenait pas exactement cette idée: il convient en effet de différencier avec soin le capitalisme moderne de l'esprit du capitalisme<sup>4</sup> et de comprendre l'articulation entre les deux notions. Dans la perspective weberienne, le concept de capitalisme moderne désigne une forme d'organisation économique, dominée par «la mise en valeur rationnelle du capital dans le cadre de l'entreprise et l'organisation rationnelle capitaliste du travail».<sup>5</sup> Le capitalisme se présente essentiellement en tant que «mode d'existence rationnel».<sup>6</sup> Dans le même temps, pour expliquer l'émergence du capitalisme moderne, Weber envisage le capitalisme comme une dynamique, qui constitue le motif conducteur de ce mode de vie: «acquérir de l'argent et toujours plus d'argent, en évitant de la manière la plus stricte toute jouissance ingénue».<sup>7</sup> Le capitalisme s'appuierait donc sur la «remise en jeu perpétuelle du capital dans le circuit économique». Parce qu'elle est non seulement «étrangère à l'homme que le souffle du capitalisme n'a pas effleuré»<sup>8</sup>, mais aussi, à bien des égards, apparemment absurde ou immorale, une telle logique nécessite une légitimation éthique. L'esprit capitaliste se définit alors en tant qu'«idéologie qui justifie l'engagement dans le capitalisme».<sup>9</sup>

Entre les XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, le Dauphiné connaît précisément l'affirmation d'une forme moderne et rationnelle de capitalisme<sup>10</sup>, où s'illustrent les négociants et fabricants réformés de la région. À partir de l'étude du groupe et d'une comparaison avec les commerçants catholiques, nous nous pencherons sur les répercussions économiques des divergences religieuses. Nous tenterons d'en comprendre les causes, en analysant les éléments qui incitaient les acteurs à s'engager dans ces activités, et en étudiant leurs éventuels effets différentiels, sur les deux communautés confessionnelles.

## **Les protestants dans les milieux d'affaires dauphinois**

Lorsque s'achève l'Ancien Régime, les protestants français se trouvent, depuis l'édit de Fontainebleau dans une situation particulière, puisqu'ils n'ont officiellement plus d'existence légale. Pour autant, des communautés relativement importantes se sont maintenues dans certaines régions, dont le Dauphiné. La présence des huguenots y est néanmoins très inégale et se concentre dans la partie méridionale de la province. C'est dans l'actuel département de la Drôme que

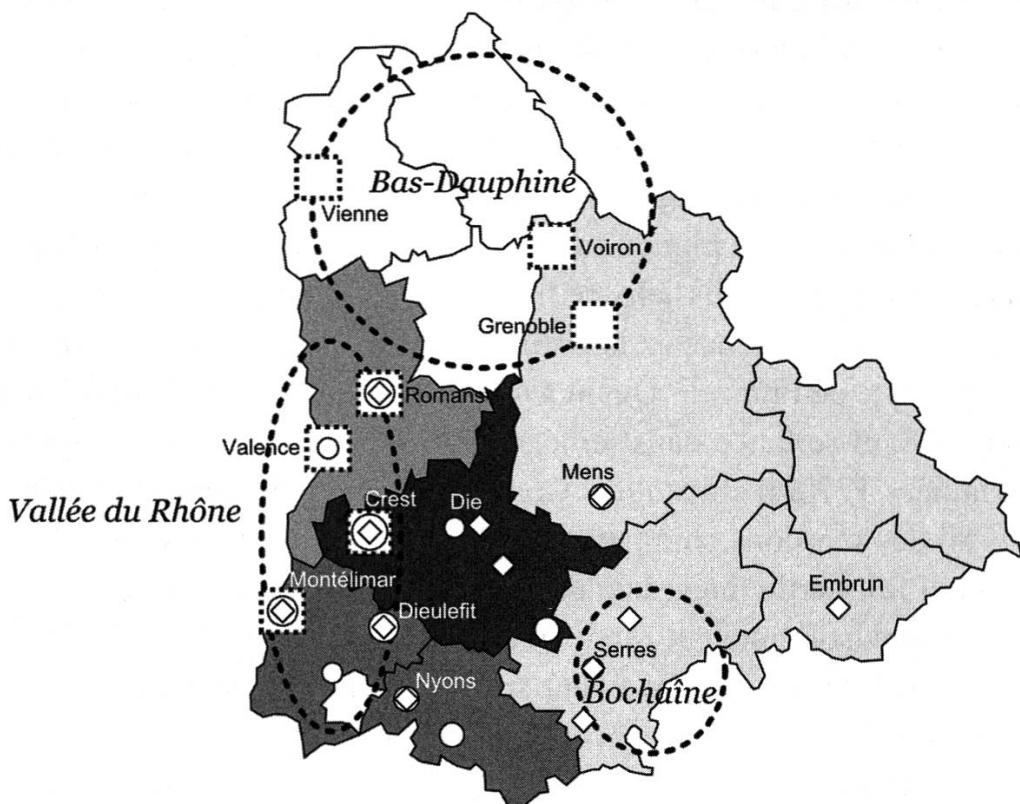
le poids des populations réformées est le plus considérable. Sous la Révolution et l'Empire, on estime que les protestants représentent environ 15 pour cent de la population.<sup>11</sup> Le chiffre ne semble avoir guère varié depuis les années 1780. Dans les deux autres départements dauphinois, la proportion est inférieure: elle avoisine 2 pour cent dans les Hautes-Alpes et reste en-deçà de 1 pour cent en Isère. Seules quelques régions font exception, dans la vallée du Buëch (Hautes-Alpes) et la région de Mens (Isère). À l'échelle du Dauphiné, les huguenots formaient donc une minorité qui représentait vraisemblablement moins de 5 pour cent de la population.

L'influence de la communauté protestante au sein des milieux commerciaux n'en est que plus remarquable. La proportion de réformés parmi les négociants et les marchands les plus riches de la Drôme<sup>12</sup> atteint au moins 27 pour cent en 1800–1801<sup>13</sup>, et s'élève à un peu plus de 30 pour cent huit ans plus tard, en 1809.<sup>14</sup> L'écart avec le poids des huguenots dans le reste de la population (+12 à +15 points) s'avère tout à fait considérable. Dans les deux autres départements, la bourgeoisie marchande était elle aussi légèrement sur-représentée parmi la fraction la plus aisée du négoce. Vers 1810, environ 4 pour cent de l'élite négociante de l'Isère était de confession réformée.<sup>15</sup> Ces commerçants se concentraient pour l'essentiel à Mens, comme Jacques Richard et Jacques-Victor Malvezin.<sup>16</sup> Dans les Hautes-Alpes de 1800–1801, on identifie près de 9 pour cent de marchands huguenots sur les listes de notabilité (soit un écart de +7 points avec le reste de la population).<sup>17</sup> C'est à Serres et dans les environs que se regroupaient la plupart des négociants, tels les Ruelle<sup>18</sup>, les Barrillon ou les Givaudan.<sup>19</sup> L'implication des communautés réformées dans les affaires ne fait donc pas l'ombre d'un doute. Elle gagne en intensité dès lors qu'on se focalise sur les principales zones de peuplement protestant (Carte 1). La situation a-t-elle évolué, au cours de la période? Les trois premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle offrent le panorama le plus complet, grâce à des ressources statistiques suffisamment abondantes et plutôt fiables dans l'ensemble. Nous disposons d'une série de listes qui, de l'an 9 à 1829, dénombrent les notables et électeurs de chaque département, sur la base de leur niveau d'imposition. Le calcul de la cote fiscale faisait la part belle à la taxe foncière. Toutefois, les principaux négociants étaient aussi pris en considération, d'une part parce que le montant des patentés intervenait dans l'impôt total, d'autre part parce que les membres les plus éminents de la bourgeoisie d'affaires étaient aussi des propriétaires. Il semblerait que le pourcentage de huguenots appartenant à l'élite négociante ait eu tendance à s'effriter légèrement, passant de plus de 25 pour cent dans la Drôme de 1800–1809 à 21 pour cent à

la fin de la Restauration.<sup>20</sup> Le déclin est cependant mesuré et n'invalider pas nos conclusions précédentes, ce d'autant que les effectifs sont plutôt faibles (46 à 62 individus) et que des marges d'incertitude perdurent.

L'étude de l'implication des protestants dans les échanges marchands est plus difficile pour la période d'Ancien Régime, à cause des lacunes archivistiques, qui entravent tout effort de comparaison. Nous ne disposons pas de listes nominatives des principaux négociants de la province. Le recensement promis dans les éditions successives de l'*Almanach général et historique de la province du Dauphiné* (1787–1790) resta lettre morte. Il faut donc s'en tenir à l'analyse comparée de plusieurs sources archivistiques et bibliographiques, de manière à reconstituer le degré d'engagement des réformés dans les milieux d'affaires. L'étude des rôles de capitation fournit quelques premières indications. Elle montre que certaines régions dauphinoises se démarquaient par des densités de commerçants plus élevées. Selon les travaux de René Favier<sup>21</sup>, quatorze villes et bourgs peuvent être retenus à la fin des années 1780, parmi lesquels on repère quatre à cinq localités où l'influence protestante était particulièrement forte (Dieulefit, Montélimar, Romans, Serres, et dans une moindre mesure Veynes). Trois bourgs supplémentaires s'y ajoutent, eux aussi profondément influencés par la Réforme: Crest, Die et Nyons. Les diverses versions de l'*Almanach général et historique du Dauphiné* distinguent quant à elles, dans les chapitres consacrés à l'industrie et au commerce, dix-huit centres urbains. Parmi eux, nous retrouvons une bonne partie des villes déjà évoquées: Crest, Die, Montélimar, Romans. Soulignons enfin que les principales familles du XIX<sup>e</sup> siècle étaient pour la plupart déjà très influentes dans les années 1770 et 1780. En témoignent non seulement leurs positions respectives dans les rôles de capitation, mais aussi leurs archives privées, comme le fonds Cornud à Montélimar<sup>22</sup> et les registres comptables des Lombard-Latune (ou Delatune) à Crest.<sup>23</sup>

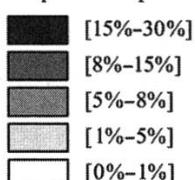
En somme, l'hypothèse d'une relative stabilité nous semble la plus probante. Des dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle à la fin de la Restauration, l'engagement des protestants dauphinois dans la sphère marchande a gardé à peu près la même intensité. Reste à en préciser l'exacte mesure, c'est-à-dire à évaluer le dynamisme de la bourgeoisie commerciale réformée. Par rapport aux commerçants catholiques de la province, les niveaux de richesse des huguenots semblent légèrement supérieurs. Il faut concéder que les fortunes restent très en-deçà des seuils atteints dans les principales places commerciales du pays. Cela n'empêche pas quelques acteurs de réussir à accumuler des gains très confortables. Deux exemples méritent d'être retenus: celui de Jean-Joseph-



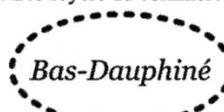
1. Implantation des commerçants protestants.

- ◊ Identification d'un ou plusieurs négociant(s) à partir de sources privées
- Identification d'un négociant sur les listes électorales (1800-1829)
- Identification de 3 à 2 négociants sur les listes électorales (1800-1829)
- Identification de 4 à 5 négociants sur les listes électorales (1800-1829)
- Identification de plus de 10 négociants sur les listes électorales (1800-1829)

2. Proportion de protestants par district (XIX<sup>e</sup> siècle)



3. Les foyers du commerce dauphinois.



Régions présentant les densités de commerçants les plus fortes.



Principales places du commerce régional.

Carte 1: *Les protestants et le commerce en Dauphiné, de la fin de l'Ancien Régime à la Restauration.*

François-Alexandre Barrillon (1762–1817)<sup>24</sup>, issu d'une famille réformée des Baronnies, et d'Antoine-Ignace Anthoine (1749–1826)<sup>25</sup>, lié par sa grand-mère maternelle à une famille protestante d'Embrun. Tous deux parviennent à se hisser dans les plus hautes strates du négoce français. Le premier s'enrichit dans le commerce colonial, les échanges avec l'Espagne et les fournitures militaires. Sous l'Empire, Barrillon a pignon sur rue à Paris; il compte parmi les banquiers et commerçants les plus puissants de la capitale, au point que les difficultés de son entreprise en 1800 menacent la stabilité de la place tout entière et inquiètent jusqu'à la Banque de France.<sup>26</sup> Quant à Anthoine, il quitte rapidement les Alpes pour Marseille, et se lance dans le négoce en Méditerranée et en Mer Noire. Dans les années 1770, il s'installe à Constantinople, puis remplit au début des années 1780 des missions commerciales et diplomatiques en Russie. Avant la Révolution, il fait partie intégrante de la plutocratie négociante de Marseille, où il revient provisoirement et fonde une société en 1783.

Toutes les observations qui précèdent soulignent la correspondance entre les divergences confessionnelles et la faculté des acteurs à accéder aux milieux d'affaires. Une telle observation empirique n'a pas, en soi, de portée explicative: nous devons à présent examiner les facteurs susceptibles d'intervenir dans cette différenciation.

## Les réseaux<sup>27</sup> réformés

Les historiens ont longtemps opposé à l'analyse weberienne, taxée d'«idéalisme», une interprétation «matérialiste», insistant moins sur l'éthique puritaine que sur la situation institutionnelle des réformés. À propos des protestants, Pierre Villar souligne que «ce n'est pas la religion qui importe pour les caractériser», mais «leur situation particulière de dissidents, exclus de certaines relations sociales, à l'intérieur de la France, et liés au contraire, par un réseau d'alliances familiales et de rapports réciproques de confiance aux exilés du temps de la Révocation de l'édit de Nantes».<sup>28</sup> De son côté, Weber ne prétendait pas «remplacer une interprétation causale unilatéralement «matérialiste» de la culture et de l'histoire par une interprétation causale tout aussi unilatéralement spiritualiste»; le sociologue affirme que « toutes deux sont également possibles».<sup>29</sup> L'opposition ne se situe donc pas entre idéalisme et matérialisme, mais porte sur la place assignée aux facteurs éthiques, par rapport aux autres causes possibles de différenciation. Il s'agit alors de déterminer si les diver-

gences entre protestants et catholiques résultent uniquement de leurs positions institutionnelles et géographiques, en dehors de dispositions ou d'incitations religieuses. On doit en particulier se demander si le rayonnement international des milieux huguenots<sup>30</sup> n'est pas à l'origine de leur engagement dans le commerce. Autrement dit, la place singulière des réformés (ou des nouveaux convertis) n'aurait-elle pas abouti au renforcement de relations transfrontalières, pour le plus grand profit du négoce protestant?

L'édit de Fontainebleau avait contraint bon nombre de Dauphinois à s'expatrier, mais ces départs étaient loin d'aboutir à une rupture systématique avec la région d'origine, comme l'ont montré les recherches de Laurence Fontaine sur les marchands dauphinois.<sup>31</sup> Dans la plupart des cas, seule une fraction du groupe familial s'était exilée, soit parce qu'une autre partie était restée catholique, soit parce que certains protestants décidèrent de demeurer sur place et d'abjurer, ce qui n'excluait évidemment pas le maintien d'un culte clandestin. Des liens de solidarité s'étaient alors développés afin de garantir aux réfugiés la sauvegarde de leurs intérêts locaux. En conséquence, plusieurs familles de marchands disposaient de parents à l'étranger – tout spécialement en Suisse – avec lesquels elles entretenaient des liens réguliers, plusieurs décennies après 1685. C'était le cas des Lombard-Latune à Crest, des Morin à Dieulefit<sup>32</sup>, ou des Richard à Mens.

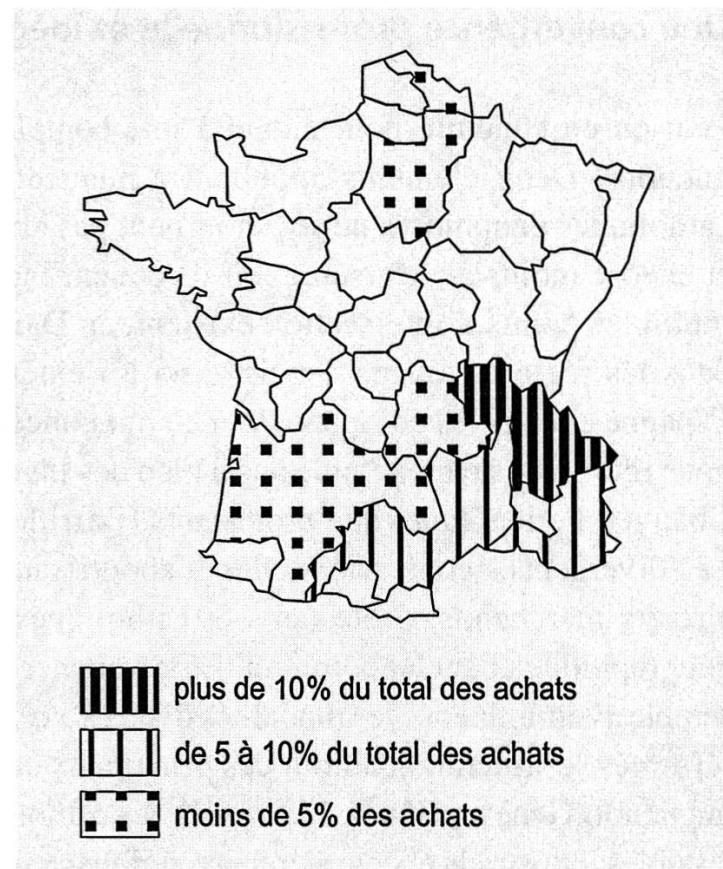
Les liaisons avec les régions helvétiques étaient encore vivaces dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. La totalité des achats effectués à l'étranger par Étienne Cornud (1763–1852) entre 1784 et 1802 avait ainsi été réalisée auprès de fournisseurs suisses. De même, une part considérable des transactions des sociétés Lombard-Latune concernait des partenaires genevois: la proportion se situe à hauteur de 35 pour cent du volume des échanges avec l'étranger dans les années 1780 et se maintient sous la Révolution. À la fin des années 1820, alors que l'entreprise concentrat ses activités sur les marchés nationaux, Genève restait la seule localité étrangère avec laquelle subsistaient des échanges, représentant environ 17 pour cent du volume d'affaires total. L'analyse des passeports délivrés aux négociants confirme l'ampleur de ces relations marchandes. Dans la Drôme, plus de la moitié de ces documents concernent des voyages d'affaires vers Genève et la Suisse<sup>33</sup>, alors que dans les Hautes-Alpes et l'Isère, les péninsules italiennes et ibériques constituaient pour les commerçants les destinations les plus fréquentes. Les convergences confessionnelles et familiales facilitaient le rapprochement des négociants protestants, suisses et dauphinois.<sup>34</sup> Le phénomène n'est pas exceptionnel: en d'autres lieux, il jouait en faveur des catholiques,

comme ce fut le cas pour les commerçants de Barcelonnette, installés au Mexique au XIX<sup>e</sup> siècle.<sup>35</sup>

Sans doute les familles protestantes n’avaient-elles pas le monopole de ces relations. En 1787, Claude Perier (1742–1801) s’était ainsi associé à Fazy père et fils, de Genève. Mais les Perier n’étaient que les commanditaires des Fazy. Les liens des catholiques avec la Suisse paraissent en général beaucoup plus faibles que chez les réformés. À Marseille, le Dauphinois Jean-Jacques Chauvet n’entretenait avec les régions helvétiques que des rapports secondaires: moins de 2 pour cent des lettres copiées en 1785–1801 avaient été envoyées en Suisse et moins de 1 pour cent du volume d’affaires de l’entreprise concernait des transactions avec des négociants helvétiques.<sup>36</sup> Même constat pour la famille Pinet, à Gap, dont les archives ne laissent apparaître aucun lien avec ces régions.<sup>37</sup> Parallèlement aux échanges avec la Suisse, les entreprises protestantes avaient également développé d’importantes interconnexions vers deux places maritimes de premier plan, dont les activités économiques étaient par ailleurs liées aux intérêts genevois<sup>38</sup>: Marseille et Gênes. Au premier abord, le port italien ne présentait pas d’intérêt évident pour les Dauphinois, en dehors des Briançonnais engagés dans les affaires avec le Piémont. Sans doute est-ce la présence d’une communauté protestante sur place qui suscita l’intérêt de certains commerçants. L’ampleur des flux humains, difficile à évaluer, y paraît plus réduite que celle de Marseille. Malgré tout, quelques familles réformées s’y implantent entre la fin de l’Ancien Régime et la période impériale. En l’an 4, les autorités drômoises accordent ainsi au «citoyen Lombard-Latune, natif de Crest» un passeport pour Gênes, afin d’y «former un établissement». Un peu plus tôt, dans les années 1780 et 1790, Jacques Duseigneur, natif de Menglon (Drôme), prend le chemin de Gênes. Il s’associe au banquier britannique Heath dans les années 1780.<sup>39</sup> Plus tard, au milieu de la décennie 1790, il fonde une nouvelle maison, la société Duseigneur Wollaston et C<sup>ie</sup>, avec l’aide de Frederick Hyde Wollaston. Ce dernier était un négociant d’origine anglaise, qui s’installa en Amérique du Nord avant de rejoindre le port génois, où il s’occupait à la fois de négoce et de diplomatie – en tant que consul des États-Unis. L’entreprise comptait plusieurs partenaires à Genève, dont on ne peut malheureusement pas mesurer le poids réel, en l’absence de sources épistolaires ou comptables complètes.

Dans le cas de Marseille, l’enquête de Charles Carrière<sup>40</sup> a mis en évidence l’attraction qu’exerçait la cité sur les commerçants dauphinois. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, ces derniers constituaient, par leur nombre, la troisième communauté de négociants français non-marseillais. Or, on dénombre environ 44 pour cent de

*Carte 2: Répartition des achats d'Étienne Cornud en France (1784–1802).*



réformés parmi eux. Deux principales raisons expliquent une telle polarisation. Tout d'abord, plusieurs familles protestantes de la Drôme et des Hautes-Alpes entretenaient des rapports de parenté avec des réformés de Haute-Provence, qui avaient eux-mêmes migré vers Marseille, pour se consacrer au commerce. Peu après son association avec Chauvet (1785), le protestant Lafaye, originaire d'Orpierre (Hautes-Alpes), n'hésita pas à contacter ses cousins et coreligionnaires marseillais, Gaspard et Jacques Hugues, venus de La Motte-du-Caire (Basses-Alpes).<sup>41</sup> Leur notoriété ne pouvait que profiter au jeune homme, soucieux de conquérir une clientèle à Marseille et dans les Antilles françaises. De même, Anthoine réussit à s'intégrer aux milieux d'affaires marseillais avec le soutien de ses cousins, les Rostand.<sup>42</sup> Le second facteur favorable tient à la situation de Marseille, qui servait d'interface entre la Méditerranée et la vallée du Rhône. La thèse d'Olivier Le Gouic a mis en lumière les rapports étroits entre Lyon et la place provençale.<sup>43</sup> Toutes proportions gardées, le Dauphiné se trouvait dans une position similaire, en particulier dans sa partie méridionale (vallée de la Durance, vallée du Buëch, Baronnies) et le long de l'axe rhodanien, c'est-à-dire dans les régions les plus marquées par le protestantisme.

## Une convergence professionnelle et idéologique

Peut-on en conclure pour autant à une complète singularité des réseaux huguenots? Deux éléments appellent à nuancer l'affirmation. D'une part, les catholiques dauphinois ne se détournent pas absolument de Genève ou Gênes, et encore moins de Marseille, où ils étaient bien représentés. D'autre part, de multiples points d'intersection existent, en Dauphiné, à Lyon, à Beaucaire, ou dans les régions voisines, mais aussi à l'extérieur du royaume, en Italie, en Espagne et dans les colonies. Pour ce qui concerne le négoce avec les Antilles, nous retrouvons par exemple aussi bien des investisseurs catholiques (Allégret, Chauvet, Perier, Tanc) que protestants (Barrillon, Lafaye, Ruelle).

Les divergences confessionnelles n'aboutissaient pas à un cloisonnement des circuits marchands; protestants et catholiques s'inscrivaient dans un espace géographique et social commun. En revanche, l'identité religieuse des acteurs semble avoir influencé les modalités d'accès à ces espaces. Tandis que les réseaux réformés se structurent autour des principaux centres d'implantation du négoce huguenot (Genève, Gênes, Marseille), les catholiques s'orientent en priorité vers les pôles industriels et commerciaux régionaux (Grenoble, Voiron, Vienne), ainsi qu'en direction de Marseille et de Lyon. Malgré ces différenciations, les deux communautés se retrouvent par ailleurs dans les mêmes lieux, bien qu'ils n'y parviennent pas forcément par les mêmes moyens. Sous l'Empire, bon nombre de négociants dauphinois, catholiques et protestants, affluèrent par exemple vers Paris, pour se consacrer aux activités bancaires.<sup>44</sup>

L'originalité relative et partielle des réseaux huguenots n'en constituait pas moins un avantage de poids, grâce aux fonctions médiatrices que les réformés assuraient, que ce soit dans le grand commerce ou à des échelles plus réduites. L'envergure des entreprises protestantes était en effet très variable. Certains acteurs se focalisaient sur les marchés intérieurs. Sous la Révolution, Cornud réalisa 20 pour cent de ses achats dans un rayon inférieur ou égal à 30 km autour de Montélimar. La plupart des acquisitions concernaient le quart Sud-Est de la France (Carte 2). L'ancre local des sociétés Lombard-Latune était plus prononcé encore: à la fin de l'Ancien Régime, plus de 71 pour cent du volume total des affaires relevait d'échanges effectués dans un périmètre de moins de 30 km. À cela s'ajoutait une forte endogamie. Étienne Cornud avait épousé en 1784 Louise Bariel (1766–1836), issue d'une famille réformée montilienne. À Crest, Paul-René Lombard-Latune (1765–1829) s'était uni à Jeanne-Charlotte Morin (1770–1849), de Dieulefit. Les négociants d'origine protestante les plus

puissants, tels Anthoine ou Barrillon, présentent des trajectoires dissemblables. Ces commerçants de haute volée investissent une partie de leurs capitaux dans les marchés extérieurs; leur comportement matrimonial est davantage exogamique; enfin, tous deux finissent par s'installer à l'extérieur des régions alpines. Le mariage d'Anthoine avec Marie-Anne-Rose Clary (1784) révèle notamment une promotion sociale éclatante: Anthoine se rapprochait de la fine fleur du négoce marseillais et devenait en même temps le beau-frère de Joseph Bonaparte.<sup>45</sup> S'il ne se détachait pas complètement du Dauphiné, le négociant regardait plus vers Marseille et la Méditerranée qu'en direction des Alpes.

Comme chez les catholiques, toutes ces orientations apparemment individuelles étaient encadrées par des institutions sous-jacentes. Le cercle familial occupait une fonction régulatrice indispensable, en coordonnant à distance les interventions des agents et en contrôlant la mobilisation des capitaux. La mise à profit des réseaux protestants n'était donc pas le fruit d'un travail isolé, mais le produit d'un effort collectif, structuré par les rapports de parenté. C'est ce qui explique que des marchands catholiques et protestants aient pu s'entraider, quand ils étaient unis par des liens familiaux, à l'image des Gravier, à La Grave et au Monêtier.<sup>46</sup>

À la faveur de leur implantation internationale, les familles réformées devaient d'utiles intermédiaires pour accéder à certains marchés. En 1795, face à la pénurie, les départements de la Drôme, de l'Ardèche et du Vaucluse firent appel à trois négociants expérimentés, pour les approvisionner en grains. Il n'est pas anodin de constater que c'est le huguenot Henri Freycinet qui fut envoyé à Gênes afin d'y trouver des fournisseurs, et non pas ses confrères catholiques.<sup>47</sup> De même, quand Chauvet tente d'importer des marchandises américaines sous pavillon neutre, en 1796–1797, il fait appel à Duseigneur: la bonne connaissance que celui-ci avait des milieux d'affaires gênois, anglais et nord-américains représentait un atout de taille pour le succès des opérations. En ce sens, les divergences confessionnelles débouchaient sur des formes de convergence professionnelle, puisque les compétences des commerçants protestants étaient reconnues, indépendamment de leur origine religieuse. La formation des jeunes marchands favorisait l'incorporation de structures d'action et de pensée comparables, quelle qu'ait été leur identité confessionnelle. L'introduction dans le monde des affaires se déroulait selon des normes semblables, au moment de l'apprentissage auprès d'un négociant expérimenté, puis lorsqu'il s'agissait de rejoindre les milieux marchands par le jeu des recommandations et des alliances familiales. De fait, l'appartenance à la communauté réformée ne semble pas

Tab. 1: *Trajectoires et confessions des négociants drômois inscrits au cens électoral (1800–1829)*

Identités confessionnelles	Maintien ou ascension hors du commerce (rente foncière, charges publiques, en %)	Maintien ou ascension dans le commerce (en %)	Disparition des listes (en %)
Catholiques	27	31	42
Protestants	40	40	20

\* L'étude s'appuie sur la comparaison entre les listes électorales de l'an 9 (Arch. nat., F<sup>1cIII</sup> Drôme-2) et de 1829 (Arch. dép. Drôme, 3 M 50).

avoir eu, dans le Dauphiné, d'impact décisif sur la façon dont les individus appréhendaient les activités mercantiles. Si l'on examine en détail la trajectoire des négociants les plus riches de la Drôme entre 1800 et 1829, on parvient aux résultats que résume le tableau 1.

Les protestants tendent à se maintenir davantage sur les listes censitaires, ce qui reflète un indéniable dynamisme marchand. Pour le reste, l'attachement au commerce n'est proportionnellement pas plus marqué que chez les catholiques. Nous pouvons donc émettre l'hypothèse suivante: une part significative des négociants concevait le commerce non comme une finalité ou une vocation, mais comme un moyen transitoire d'élévation sociale. Avec la Révolution et l'évolution du statut accordé aux réformés, le mouvement va devenir de plus en plus visible.

Sous l'Ancien Régime, la pratique du commerce par les négociants du Dauphiné visait moins une accumulation capitaliste perpétuelle que des formes de consommation ostentatoire, ayant pour objet des biens de prestige: titres, terres, charges publiques. On peut songer à l'anoblissement d'Antoine-Ignace Anthoine sous Louis XVI ou, à un niveau plus modeste, aux nombreux terrains achetés par Étienne Cornud à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. En cela, les négociants protestants ne se distinguaient absolument pas des catholiques. Dans les années 1780, Claude Perier avait amassé titres et propriétés. À la même époque, Pierre-Daniel Pinet (1722–1789) acheta des charges seigneuriales à Manteyer

(1783) et un office de secrétaire du roi au parlement de Besançon (1784).<sup>48</sup> Autant d'aspirations statutaires, en contradiction avec la définition weberienne du capitalisme, où «c'est l'homme qui est rapporté au gain comme la finalité de sa vie, et non plus le gain à l'homme en tant que moyen de satisfaction de ses besoins matériels vitaux».<sup>49</sup>

## Conclusion

L'engagement des réformés dauphinois dans les affaires se maintient à un haut niveau, de la fin du XVIII<sup>e</sup> à la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, et sans doute au-delà. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'«influence protestante» faisait encore l'objet de vives discussions dans la région.<sup>50</sup> Cependant, des points de convergence apparaissent entre catholiques et réformés. D'une part, les différenciations confessionnelles ne se traduisaient pas forcément par des ruptures. D'autre part, les commerçants dauphinois adoptaient des pratiques marchandes et des conventions communes, indépendamment de leurs origines religieuses, sans lesquelles aucun échange commercial n'aurait été envisageable.

Comment expliquer, alors, la sur-représentation des réformés au sein de la bourgeoisie d'affaires du Dauphiné? Leur situation sous l'Ancien Régime n'est pas la seule cause en jeu, car l'engagement protestant reste supérieur après la Révolution. Plus exactement, en Dauphiné, il semble que le poids des huguenots dans les affaires résulte d'abord de leur capacité à préserver leurs positions sociales et économiques sur le long terme. De même, on ne peut se contenter d'évoquer l'emprise internationale des réformés. Les réseaux catholiques incluaient aussi des contacts extérieurs. La géographie du négoce protestant se singularisait par l'attraction qu'y exerçaient la banque et le commerce suisses. De fait, les huguenots dauphinois jouissaient de précieuses ressources économiques et relationnelles.

La famille remplit alors une fonction de régulation cruciale, au point de primer quelquefois sur les différenciations religieuses. Mais elle joue aussi un rôle incitatif de premier plan, et favorise l'entrée de nouveaux acteurs dans les affaires. Nous retrouvons ici la question posée initialement, celle des raisons qui justifient l'engagement personnel dans le monde capitaliste. Il ne fait aucun doute que l'entrée d'un individu dans les affaires a nécessité l'incorporation d'un «style de vie»<sup>51</sup> propre aux milieux d'affaires. L'ambition des négociants dauphinois les porte en général à tenter une double ascension sociale, personnelle

et familiale. Dans cette perspective, l'accumulation du capital économique est avant tout une façon d'obtenir un profit symbolique. La qualité de négociant n'est donc pas un métier, au sens contemporain du mot, ni pour les catholiques, ni pour les protestants.

Le but des négociants dauphinois s'éloigne donc considérablement de la perspective d'une «accumulation sans fin»<sup>52</sup> évoquée par Weber. Par conséquent, les justifications portent moins sur le gain économique en soi que sur son usage social: correspondances et manuels convoquent ainsi une série de valeurs, qui insistent tout particulièrement sur le respect et l'assimilation des normes qui régissent l'univers familial et commercial. Dans cette perspective, réformés et catholiques se rencontrent autour d'une idéologie partagée. L'ostentation, le luxe, la consommation matérielle n'y sont nullement proscrits: ils entrent au contraire dans un modèle d'existence propre à l'ensemble des acteurs.

## Notes

- 1 M. Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris 2003.
- 2 H. Bruhns, «Max Weber, l'économie et l'histoire», *Annales. Histoire, sciences sociales*, 51, 6, 1996, p. 1271.
- 3 F. Braudel, *La dynamique du capitalisme*, Paris 1985, pp. 69–70.
- 4 Sur la confusion entre ces concepts, voir A. Disselkamp, «*L'éthique protestante*» de Max Weber, Paris 1994, p. 13. Annette Disselkamp montre qu'une bonne partie des critiques émises à l'encontre de Weber, notamment dans l'historiographie, résulte de l'amalgame des notions.
- 5 Weber (voir note 1), p. 37.
- 6 K. Löwith, *Max Weber and Karl Marx*, Londres 1993, p. 63.
- 7 Weber (voir note 1), p. 27.
- 8 *Ibidem*.
- 9 L. Boltanski, È. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris 1999.
- 10 Les travaux sur l'industrialisation du Dauphiné montrent que la période coïncide avec une évolution du rapport au travail et de l'organisation entrepreneuriale: voir P. Léon, *La naissance de la grande industrie en Dauphiné (fin du XVII<sup>e</sup> siècle–1869)*, Paris 1954 et J. Rojon, *L'industrialisation du Bas-Dauphiné: le cas du textile (fin XVIII<sup>e</sup> siècle à 1914)*, thèse de doctorat, Université Lyon 2, 2007.
- 11 P. Bolle, «Les pasteurs de la Drôme et l'adhésion à la République», *Bulletin de la société d'histoire du protestantisme français*, 137, 1991. La proportion oscillerait plutôt entre 12 pour cent et 13 pour cent, selon les estimations basses de J.-B. Collin, *Statistique du département de la Drôme*, Paris an 10 (1801–1802).
- 12 Nous désignons par là les commerçants appartenant au groupe des 0,2 pour cent d'habitants les plus fortunés du département. Ce seuil a été établi pour comparer les listes censitaires de 1800–1801, 1810, et 1829. Par commodité, nous parlerons d'*élite négociante* (dans un sens purement relatif) pour désigner ce groupe.
- 13 Arch. nat., F<sup>1c</sup>III Drôme-2.
- 14 Arch. nat., F<sup>1c</sup>III Drôme-4.
- 15 Arch. nat., F<sup>1c</sup>III Isère-3.

- 16 Ces familles sont étudiées par P. Béthoux, *Histoire des protestants de Mens et du Trièves en Dauphiné, de l'édit de Nantes à la Révolution française*, Grenoble 1998.
- 17 Arch. nat., F<sup>1</sup>c<sup>III</sup> Alpes (Hautes-) -1.
- 18 La famille Ruelle a fait l'objet d'une monographie: H. Burgaud-Gonset, *Les Ruelle: chronique familiale*, s. l. 1991.
- 19 J. Imbert, *Histoire de Serres et des Serrois*, Paris 1966, pp. 153–155.
- 20 Arch. dép. Drôme, 3 M 50.
- 21 R. Favier, *Les villes du Dauphiné aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Grenoble 1993.
- 22 Arch. dép. Drôme, 37 J.
- 23 Arch. dép. Drôme, 18 J.
- 24 R. Szramkiewicz, *Les régents et censeurs de la Banque de France*, Genève 1974, p. 124.
- 25 Voir les mémoires d'A.-I. Anthoine, *Essai historique sur le commerce et la navigation de la Mer Noire*, Paris 1805, et l'article de G. Buti, «Du comptoir à la toge. Antoine Anthoine: négoce, familles et pouvoirs en Provence au XVIII<sup>e</sup> siècle», *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 112, 4, 2005, pp. 201–215.
- 26 Arch. de la Banque de France, procès-verbaux du Conseil général, 18 févr. 1800.
- 27 Nous utilisons le concept de réseau dans un sens métaphorique et général, tel qu'il est défini dans L. Boltanski, *Énigmes et complots*, Paris 2012, pp. 343–347.
- 28 P. Vilar, *Or et monnaie dans l'histoire*, Paris 1974, p. 341.
- 29 Weber (voir note 1), pp. 253–254. Voir aussi le commentaire de Jean-Pierre Grossein à ce propos, pp. XXXIV–XXXV.
- 30 Ces liens ne sont pas exceptionnels: cf. Y. Krumenacker, «Des négociants protestants dans la France catholique», in: A. Burkhardt, G. Bertrand, Y. Krumenacker (sous la dir. de), *Commerce, voyage et expérience religieuse XVI<sup>e</sup>–XVIII<sup>e</sup> siècles*, Rennes 2007, pp. 303–313.
- 31 L. Fontaine, *Histoire du colportage en Europe, XV<sup>e</sup>–XIX<sup>e</sup> siècles*, Paris 1993, pp. 76–78.
- 32 D. Barjot, P. Cayez, *Les patrons du Second Empire: Lyon et le Lyonnais*, Paris 2006, p. 219.
- 33 Arch. dép. Drôme, L 210.
- 34 Léon (voir note 10), p. 89.
- 35 La religion catholique de ces marchands favorisa leur implantation dans les villes mexicaines, comme l'explique L. Gamboa-Ojeda, *Au-delà de l'Océan. Les Barcelonnettes à Puebla, 1845–1928*, Puebla 2004, p. 35.
- 36 Arch. Chambre de commerce et d'industrie de Marseille-Provence (CCIMP), L 19/62.
- 37 Nous avons analysé la correspondance de 1780–1816 (arch. dép. de l'Isère, 14 J 5 à 9), le grand livre de l'entreprise lyonnaise des Pinet (14 J 11) et l'état des dettes actives de la famille en 1788 (14 J 26).
- 38 L. Mottu-Weber, A.-M. Piuz, *L'économie genevoise, de la Réforme à la fin de l'Ancien Régime, XVI<sup>e</sup>–XVIII<sup>e</sup> siècles*, Genève 1990.
- 39 LSE Library, Coll. Misc. 0499.
- 40 C. Carrière, *Négociants marseillais. Contribution à l'étude des économies maritimes*, Marseille 1972, p. 279 et p. 285.
- 41 Arch. CCIMP, L 19/62/07.
- 42 Buti (voir note 25), p. 203.
- 43 O. Le Gouic, *Lyon et la mer. Connexions atlantiques et commerce colonial*, Rennes 2011.
- 44 L. Bergeron, *Banquiers, négociants et manufacturiers parisiens du Directoire à l'Empire*, Paris 1978.
- 45 Buti (voir note 25), p. 210.
- 46 Fontaine (voir note 31), p. 76.
- 47 Arch. nat., F<sup>1</sup> 1197–1198.
- 48 R. Favier, «Un grand bourgeois à Gap: Pierre-Daniel Pinet», in: *Bourgeoisie de province et Révolution*, actes du colloque de Vizille, Grenoble 1987, pp. 43–53.
- 49 Weber (voir note 1), p. 27.

- 50 J.-P. Augier, *Protestantisme, républicanisme et laïcité chez les réformés de la Drôme, du Ralliement de 1892 au Front populaire*, thèse de doctorat, École Pratique des Hautes Études, Paris 2009, p. 87.
- 51 Weber (voir note 1), p. 428.
- 52 Boltanski/Chiapello (voir note 9), p. 43.